

Centre national des Œuvres Universitaires et scolaires

[60 boulevard du lycée - 92170 Vanves]

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Assistance à maîtrise d'ouvrage

**Réalisation d'une étude pour la définition d'une
stratégie nationale en matière d'exploitation du
patrimoine existant par la densification**

**Marché passé en procédure adaptée en application des articles R 2123-1 et R 2123-4 du
Code de la commande publique.**

TABLE DES MATIERES

1.	Présentation du pouvoir adjudicateur.....	3
1.1.	Régime juridique et organisation des CROUS.....	3
1.2.	Missions des CROUS.....	4
1.3.	Missions de la sous-direction de l'hébergement et du Patrimoine du Crous.....	4
2.	Objet du marché	4
3.	Contexte et enjeux.....	5
4.	Dispositions générales du marché	6
4.1.	Forme du marché	6
4.1.	Prix du marché	6
4.2.	Durée du marché.....	6
5.	Prestations attendues	7
5.1.	Périmètre du marché	7
5.2.	Réalisation des prestations	8
5.3.	Prise en compte de la dimension sociale et environnementale dans le cadre de la mission	8
5.4.	Livrables attendus	9
5.5.	Organisation des réunions.....	9
6.	Pièces constitutives du marché	6
7.	Obligations du Titulaire	10
7.1.	Protection de la main d'œuvre.....	10
7.2.	Réparation des dommages	10
7.3.	Assurances.....	11
7.4.	Autres obligations	11
7.4.1	Obligations relatives à la sous-traitance	11
7.4.2	Confidentialité	11
8.	engagements en matière d'insertion professionnelle (clause sociale)	12
9.	Modification du contrat en cours d'exécution	12
9.1.	Modifications relatives au titulaire.....	12
9.2.	Modifications des prestations	13
10.	Constatation de l'exécution et garantie	13
10.1.	Opération de vérification.....	13
10.2.	Réception	13
10.3.	Ajournement	14
10.4.	Réfaction	14
10.5.	Rejet.....	14
10.6.	Garantie technique	14
11.	Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire	14
12.	Utilisation des résultats	15
12.1.	Propriété intellectuelle	15
12.2.	Utilisation des résultats.....	15
12.3.	Garanties de la cession de droits	15
13.	Règlement général sur la protection des données (RGPD)	16

14.	Prix	16
14.1.	Nature et contenu des prix	16
14.2.	Variation des prix.....	17
15.	Versement de l'avance au titulaire	17
16.	Modalités de règlement et de facturation	17
16.1.	Modalités de paiement	17
16.2.	Périodicité des paiements	18
16.3.	Régime et délais de paiements	18
16.4.	Intérêts moratoires.....	18
17.	Pénalités	18
17.1.	Pénalités pour travail dissimulé	18
17.2.	Pénalités de retard	19
17.3.	Autres pénalités.....	19
18.	Nantissement ou cession de créances.....	19
19.	Résiliation.....	19
20.	Litiges.....	20
21.	Dérogations au CCAG-PI	20

1. PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Régime juridique et organisation des CROUS

Les Crous sont des établissements publics à caractère administratif dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Ils sont placés sous la tutelle du ministère de l'Enseignement Supérieur. Ils sont administrés par un conseil d'administration composé de représentants de l'administration, de représentants des personnels, d'élus étudiants et de personnalités extérieures.

Le Centre National (Cnous) et les Centres Régionaux des Œuvres Universitaires et Scolaires (Crous) ont été créés par la loi du 16 avril 1955 visant à réorganiser les services d'œuvres sociales en faveur des étudiants :

- Au plan national, le Cnous a pour mission d'aider et d'orienter l'action des Centres Régionaux et d'en contrôler la gestion ;
- Au plan régional, les Crous assurent la gestion des services propres à satisfaire les besoins des étudiants et à améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants conformément au décret 2016-1042 du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires.

Indicateurs nationaux

- Nombre d'étudiants : 2,89 millions ;
- Nombre d'agents : près de 12 000 agents
- Nombre de boursiers : + de 780 000 boursiers par an ;
- Logement : + de 800 résidences et + de 170 000 logements ;
- Restauration : environ 800 structures et 900 points de vente

Chaque Crous dispose d'une autonomie financière et gère tout ce qui concerne la vie étudiante, qu'il s'agisse de l'aide sociale directe, comme les bourses de l'Enseignement supérieur et les aides indirectes, comme le logement, la restauration, la culture, la collecte de la contribution de la vie étudiante et du campus (CVEC) et la diffusion de propositions de « jobs » étudiants.

Ses missions se répartissent en grands pôles : les aides financières, l'action sociale, le logement, la restauration, la culture, l'emploi...

Les 26 CROUS offrent un ensemble de services à l'étudiant pour faciliter son parcours universitaire et favoriser, dans une démarche sociale, l'égalité des chances.

1.2. Missions des CROUS

Les Crous offrent un ensemble de services à l'étudiant pour faciliter son parcours universitaire et favoriser, dans une démarche sociale, l'égalité des chances. Ses missions se répartissent en grands pôles :

- **Les bourses sur critères sociaux** : les Crous assurent la gestion des bourses et autres aides financières accordées aux étudiants. La demande de bourse se fait par le biais de la procédure unique du Dossier social étudiant, procédure en ligne ouverte dès le 15 janvier de chaque année. Par ailleurs, les services sociaux des Crous accueillent, informent et aident 180 000 étudiants chaque année, pour répondre aux difficultés qu'ils rencontrent.
- **Le logement universitaire** : les Crous proposent aux étudiants 175 000 logements en résidences universitaires. Ils adaptent leur offre et leurs tarifs à la diversité des besoins étudiants. Les Crous facilitent également l'accès des étudiants au logement dans le parc privé.
- **La restauration universitaire** est assurée par plus de 800 structures soit 900 points de vente. Les Crous modernisent leur offre en proposant, outre une restauration équilibrée à prix social, une alimentation diversifiée et de nouveaux espaces polyvalents. Récemment, les Crous ont développé une offre végétarienne quotidienne. Le repas à tarif social est actuellement de 1 euro pour les étudiants boursiers et les étudiants en situation de précarité et 3,30 euros pour les non boursiers. (année universitaire 2022/23)
L'activité de restauration se décompose ainsi (données 2019) :
 - 55% environ de restauration collective traditionnelle ;
 - 45 % environ de restauration rapide (sur place ou à emporter) ;
 - Depuis la mise en place du repas à 1€ cet équilibre a été profondément modifié : 70% de restauration assise vs 30 % de restauration rapide.
 - Par ailleurs les CROUS assurent une activité de restauration administrative environ 20 % de l'activité même si cette dernière connaît une baisse avec la mise en place du télétravail.
 - L'activité traiteur/événementiel représente 8 % de l'activité (données 2019). Fortement impactée en 2020 et 2021, elle retrouve en 2022 son rythme de croisière.
- **L'animation des campus et le soutien aux initiatives étudiantes** : l'action culturelle est un secteur important pour les Crous, qui gèrent plus d'une cinquantaine de lieux d'animation culturelle, sportive et artistique : théâtres, salles de concerts, galeries d'expositions.

1.3. Missions de la sous-direction de l'hébergement et du Patrimoine du Crous

La Sous-Direction du patrimoine et de l'hébergement met en œuvre la stratégie immobilière du réseau des Crous ainsi que les orientations nationales relatives aux conditions d'hébergement. Elle assure une mission d'appui au réseau en matière de planification, de développement immobilier et d'innovation. A ce titre, elle participe à l'élaboration des plans pluriannuels d'investissement et propose la répartition des crédits de la contractualisation Crous/Crous participant au financement des opérations immobilières. La Sous-direction anime le réseau des directeurs du patrimoine des Crous.

2. OBJET DU MARCHÉ

Plusieurs Crous souhaitent lancer des opérations de rénovation avec surélévation sur leur patrimoine, afin de répondre au manque récurrent de place pour l'hébergement. L'objectif du présent marché est d'accompagner ces projets pilotes afin de mettre en place une démarche qui soit reproductible par

l'ensemble des autres Crous, désireux de se lancer des projets similaires pour l'avenir et d'établir un guide méthodologique.

Cette démarche pilote devra comprendre un nombre exhaustif de phases telles qu'elles sont définies dans le présent cahier de charges.

3. CONTEXTE ET ENJEUX

1) Le contexte de l'appel à candidatures « Prototypage de surélévation de résidences universitaires ».

Le contexte est le suivant :

1.1) Etude du potentiel de surélévation

En réponse à la pénurie de foncier, le réseau des Crous s'est saisi de l'opportunité de démultiplier ses capacités initiales d'accueil en développant les projets de surélévation et d'extension des résidences existantes. De telles opérations, facilitées par le recours à des filières de construction alternatives aux méthodes traditionnelles (bois, hors-site) présentent un potentiel non négligeable de production complémentaire pour les Crous, qui plus est, en accord avec l'objectif de maîtrise de l'artificialisation des sols.

Dans cet objectif, le Crous a lancé en 2023 une étude du potentiel de densification et de surélévation de son parc immobilier. L'étude a porté sur 757 bâtiments. Selon cette première approche, 84 bâtiments pourraient être surélevés et 15 autres, à la fois, surélevés et densifiés. Le nombre de logements théoriques qui pourraient être ainsi produits s'élèverait à plus de 20 000 logements. D'ores et déjà, de nombreux Crous densifient leurs projets profitant de la mise en œuvre de programmes de réhabilitation. Par exemple, l'opération de réhabilitation et de surélévation de 4 étages du bâtiment G du Village n°1 à Talence par le Crous de Bordeaux a permis la création de 115 logements supplémentaires. Le Crous de Lorraine, dans le cadre de l'opération de réhabilitation et d'extension de la résidence Monbois Libération, a rénové 260 logements et en a construit 20 nouveaux dans une extension modulaire.

1.2) Programme national de réhabilitation du parc immobilier historique

La feuille de route gouvernementale en matière de logements étudiants de novembre 2023 fixe un double objectif au réseau :

- Rénover d'ici la fin du quinquennat 12 000 logements encore vétustes
- Participer à l'effort de production de 35 000 nouveaux logements

En moyenne, depuis 2011, le Réseau des Œuvres a réhabilité 3 565 logements par an et élargi ses capacités d'hébergement de 2 861 logements par an (production propre et prises à bail). 35 projets sont d'ores et déjà lancés pour réhabiliter rapidement plus de 9 200 places.

1.3) Stratégie nationale de transition écologique du réseau

Le réseau des Crous s'attache à répondre à l'urgence des enjeux environnementaux dont celui de la diminution des gaz à effet de serre, axe sur lequel le réseau est fortement engagé. Au-delà de la maîtrise des consommations d'énergie, cette trajectoire implique de travailler sur le cycle de vie des matériaux et des mobiliers utilisés, les bonnes pratiques en matière de tri et de recyclage des matériaux, d'économie des ressources. **Aussi la réhabilitation et la construction des bâtiments des Crous comprend-elle une forte dimension environnementale.** En prenant en compte les spécificités locales, émergent des projets innovants, originaux et respectueux de l'environnement. Les problématiques de végétalisation, préservation de la biodiversité, d'utilisation des matériaux, d'artificialisation des sols et d'adaptation au changement sont au cœur des préoccupations.

A travers l'étude proposée, l'enjeu pour le CNOUS est de définir une stratégie nationale, de surélévation du parc immobilier du réseau des Crous avec trois objectifs majeurs :

- 1) **Prioriser** les projets situés en zones denses et à proximité de campus.
- 2) Inscrire ces opérations dans **une démarche innovante et de hautes performances** environnementales et énergétiques (Recours à des énergies renouvelables, utilisation de matériaux à faible empreinte environnementale, recours à des matériaux issus du recyclage ou du réemploi). Les surélévations seront labellisées BBCA et E+C-.
- 3) **Développer l'offre d'hébergement** par des opérations de surélévation en préservant le modèle économique d'exploitation des résidences.

Cette stratégie sera formalisée par une boîte à outils devant permettre aux Crous d'appréhender l'ensemble des enjeux d'une surélévation, de cibler les opérations, d'en appréhender toutes les phases et d'en suivre la réalisation. Cette stratégie reposera également sur le lancement de projets pilotes.

4. DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHE

1.4. Forme du marché

Conformément aux articles L 2113-10 et R 2113-2 du Code de la commande publique, l'accord-cadre ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. En effet, son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes et l'homogénéité des prestations demandées ne pourrait pas être garantie.

1.1. Prix du marché

Le présent marché est traité à prix forfaitaire au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire (annexe n°1 de l'acte d'engagement) complété par le Titulaire.

1.2. Durée du marché

Le présent marché démarre à sa notification pour toute la durée des prestations.

La durée maximale des prestations décrites à l'article 5 du CCP est de 9 mois à compter de la notification du marché. Dans le cas où le Titulaire s'est engagé sur un délai optimisé dans le cadre de son offre, c'est ce délai optimisé qui s'appliquera.

La durée totale du marché ne pourra pas excéder 12 mois.

5. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissant, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes (annexe 1 annexe financière et annexe 2 Engagements sociaux du Titulaire) ;
- Le présent cahier des clauses particulières et son annexe (étude réalisée 2023)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-PI) applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le cadre de réponse remis par le Titulaire.

Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente, intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées par avenant. Les documents et correspondances relatifs au marché sont rédigés en langue française. Les exemplaires conservés par l'administration font seuls foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG PI, la notification implique la remise au titulaire d'une copie de l'acte d'engagement signé et de son annexe. Il ne sera pas remis de copie de l'offre technique du titulaire (mémoire technique...) ni du CCP. La version de ces derniers qui fait foi est celle conservée par le pouvoir adjudicateur.

6. PRESTATIONS ATTENDUES

1.3. Périmètre du marché

L'objectif du présent marché est d'accompagner les projets pilotes dans le domaine de la rénovation immobilière par surélévation, afin de mettre en place une démarche reproductible et déclinable auprès de l'ensemble du réseau pour d'éventuels chantiers futurs.

Les travaux demandés doivent s'appuyer sur la pré-étude du potentiel de surélévation jointe au présent cahier des charges. Cette pré-étude a porté sur 214 résidences totalisant 757 bâtiments. Elle a consisté à expertiser, au regard des règles du droit de la construction, le potentiel de densification de la parcelle et de production de logements en surélévation.

Pour chaque bâtiment retenu, une fiche synthétique présente :

- La localisation (Ville, dénomination de la résidence, année de construction, code de la parcelle, zonage du PLU)
- Le potentiel de surélévation (Superficie en m2, nombre de niveaux, nombre de logements)
- Les informations sur l'existant (année de construction, emprise au sol, forme de la toiture, hauteur du bâtiment...)
- Les contraintes réglementaires.

Au total, 99 bâtiments présentent un potentiel de densification ou de surélévation.

Sur la base des éléments de la pré-étude, le CNOUS poursuit, par cette nouvelle mission, les objectifs suivants :

- 2.1) Généraliser le lancement d'études de faisabilité et de programmation d'opérations de surélévation lors de travaux de réhabilitations prioritaires des résidences universitaires du réseau des Crous en zone dense.
- 2.2) Proposer des solutions techniques et des processus écoresponsables répliquables dans les opérations de surélévation des bâtiments du réseau des Crous pour la production de logement social étudiant.
- 2.3) Développer une boîte à outils permettant au réseau des Crous, en qualité de maître d'ouvrage, de lancer les études de faisabilité et de programmation favorisant de nouveaux modèles de surélévation en recourant à la filière hors site.
- 2.4) Proposer, à partir de la boîte à outils, un programme de formations (contenu formateur, durée) des personnels des directions du patrimoine du réseau des Crous.

1.4. Réalisation des prestations

Les productions attendues sont les suivantes :

- 1) Sur la base d'une sélection par le CNOUS de quatre bâtiments parmi les résidences universitaires ci-après, procéder, pour chacun d'entre eux, à un diagnostic technique et proposer une méthode de surélévation.

Crous	Dénomination de la résidence	Ville	Adresse
Montpellier	Triolet G	Montpellier	75, rue Augustin Fliche
Normandie	Gens de mer	Le Havre	44, rue Voltaire
Cité Launay – une résidence	Launay	Nantes	Chemin de Launay Violette
Bourgogne Franche Comté	Bossuet	Dijon	8, avenue Alain Savary
Aix-Marseille	Gazelles (Bat 4 à 6)	Aix-en-Provence	35, avenue Jules Ferry
Lyon	Le Paradin	Lyon	24, rue Paradin Lyon 8

Les fiches de présentation de ces potentiels de surélévation sont annexées au présent cahier des charges. Les Directeur Généraux des Crous correspondants seront très étroitement associés aux travaux à la mission et seront les correspondants privilégiés du Titulaire tout au long de sa mission.

Les éléments de la méthode devront, notamment, répondre aux questions suivantes :

- Quelles opportunités et quelles contraintes au regard des paramètres de classement des familles ?
- Quelles études réglementaires ? Les démarches permettant de s'assurer que le projet est conforme aux normes en vigueur (examen des règles d'urbanisme, des contraintes environnementales, des dérogations ouvertes).
- Quelles évaluations structurelles ? Préciser les types d'évaluation de la structure du bâtiment (fondations, poutres, murs porteurs, colonnes) nécessaires à s'assurer que la structure existante puisse supporter le poids de logements supplémentaires.
- Quelle approche architecturale ? Formuler des propositions de solutions esthétiques et fonctionnelles.
- Quelle démarche de performance énergétique ? Préconisations de modes constructifs, de matériaux, de solutions de performance énergétique.
- Quels risques à prendre en compte dans la conception : urbanisme, voisinage, chantier en site occupé, etc. ?
- Quels impacts de la surélévation sur le modèle économique d'exploitation de la résidence (coût prévisionnel de l'opération, recettes et dépenses de fonctionnement) ? Préconisations programmatiques dans le respect d'un équilibre financier en coût complet (investissement / exploitation).

- 1.2) Produire pour chaque site, une étude de faisabilité technique (étude type de montage à lancer) accompagnée d'une estimation de coûts.
- 1.3) Proposer pour chaque cas une modélisation 3D du scénario privilégié en précisant l'ensemble des caractéristiques du projet.
- 1.4) Constituer, à partir des éléments demandés ci-dessus, une boîte à outils à disposition des Crous.
- 1.5) Sur la base des éléments produits, proposer un programme de formation sur une journée à l'attention des directeurs du patrimoine du réseau des Crous.

Ces surélévations devront permettre la création de logements sociaux pour étudiants. Le logement doit être pensé en volume et non pas seulement en surface. Le logement conventionné doit toutefois offrir une superficie d'au moins 16 m². La hauteur doit être pensée dans l'occupation de l'espace. Un logement type est composé d'une salle d'eau avec WC ainsi que d'un coin cuisine avec un espace nuit. En général, dans un logement étudiant, le coin sommeil et le salon ne font qu'un. Afin d'optimiser l'espace au maximum, les rangements doivent être omniprésents dans toute la pièce que ce soit sur les murs, sous le bureau et même sous le plan de travail de la cuisine.

a. Livrables attendus (format word , Excel et PDF)

Pour chacun des sites :

- 1) Les diagnostics techniques et les méthodes de surélévation,
- 2) Une modélisation 3D du scénario privilégié en précisant l'ensemble des caractéristiques du projet,
- 3) Les études techniques

Pour l'ensemble des sites, un guide synthétisant les éléments précédents présentant la méthode de surélévation d'un bâtiment existant en version modifiable.

Une proposition de programme de formation sur une journée à l'attention des directeurs du patrimoine du réseau des Crous.

b. Organisation des réunions

- Une réunion de cadrage organisée par le Pouvoir adjudicateur dans un délai de 10 jours ouvrés à partir de la notification.
- Une présentation de la méthodologie et du calendrier par le prestataire, mis à jour après les premières rencontres avec chaque acteur (dans un délai de 10 jours ouvrés à l'issue de la réunion de cadrage)
- Des points d'étapes réguliers avec le comité de suivi (échéance à préciser par le titulaire)
- Au moins une réunion de présentation des missions et des livrables auprès du comité de pilotage (selon le calendrier du titulaire)

Selon les conditions sanitaires, les réunions s'effectueront en distanciel ou en présentiel. Sauf demande particulière du Maître d'ouvrage, les points d'étapes auront lieu uniquement en distanciel.

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu rédigé par le titulaire et transmis par voie électronique dans un délai de 5 jours francs ouvrés.

2) OBLIGATIONS DU TITULAIRE

a. Protection de la main d'œuvre

Le Titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du contrat, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, produire une copie de déclaration de détachement certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France (Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le Titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de l'article L. 8222-6 du Code du Travail (Modifié par la loi n°2013-1203 du 23 décembre 2013 - art. 83), toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

La personne morale de droit public informe l'agent auteur du signalement des suites données par l'entreprise à son injonction.

A défaut de respecter les obligations qui découlent des premiers et troisièmes alinéas du présent article ou, en cas de poursuite du contrat, si la preuve de la fin de la situation délictuelle ne lui a pas été apportée dans un délai de six mois suivant la mise en demeure, la personne morale de droit public est tenue solidairement avec son cocontractant au paiement des sommes mentionnées aux 1° à 3° de l'article L. 8222-2, dans les conditions fixées à l'article L. 8222-3.

b. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause.

Le Titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

c. Assurances

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG-PI.

Il doit pouvoir justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

d. Autres obligations

7.4.1 Obligations relatives à la sous-traitance

Le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 134 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise Titulaire du marché.

7.4.2 Confidentialité

Le Titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au contrat.

3) ENGAGEMENTS EN MATIERE D'INSERTION PROFESSIONNELLE (CLAUDE SOCIALE)

S'inscrivant dans le PNAD 2022-2025 (Plan National pour des Achats Durables), la Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 en son article L 2112-2-1-1 du Code de la Commande Publique impose l'intégration de clauses d'exécution « *prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, notamment en faveur des personnes défavorisées* ».

Soucieux d'encourager cette démarche et de favoriser l'intégration sociale des populations éloignées de l'emploi, le Pouvoir Adjudicateur attend du Titulaire du présent marché qu'il s'engage de façon concrète et transparente afin de faciliter l'insertion dans le monde du travail de personnes éloignées de l'emploi ou mesure destinées à développer la formation de personnes en cours d'apprentissage (proposition de stages, partenariat avec des écoles professionnelles ..).

Les engagements du Titulaire sur ce sujet, mesurables et quantifiables, sont rappelés en annexe 2 de l'Acte d'Engagement et feront l'objet à l'issue du marché et dans un délai de 1 mois après la fin d'exécution de la mission d'un rapport au Pouvoir Adjudicateur. Ce bilan annuel détaillera les démarches entreprises concrètement dans ce domaine au regard des engagements pris à l'appui de l'offre.

La non-production de ce rapport ainsi que l'absence de mesures conforme aux engagements sont susceptibles de faire l'objet de pénalité conformément aux dispositions de l'article 17 du présent document.

4) MODIFICATION DU CONTRAT EN COURS D'EXECUTION

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément aux articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

a. Modifications relatives au titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le Pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du Pouvoir adjudicateur. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du Pouvoir adjudicateur.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales ;
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger ;
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire ;
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire ;

- Un extrait original du registre du commerce et des sociétés datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société Titulaire ;
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le Pouvoir adjudicateur fera l'objet d'un avenant conclu entre le Pouvoir adjudicateur, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

b. Modifications des prestations

Conformément aux articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier la masse initiale des prestations, à la hausse ou à la baisse, en cours d'exécution du marché, sur la base d'une proposition financière du titulaire accepté par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur peut ainsi ajouter, retirer ou modifier des éléments. En cas de modification des prestations, l'incidence financière sera calculée selon la règle de proportionnalité.

Ces modifications ne devront pas avoir pour effet de changer la nature globale du contrat. Dans le cas contraire, et conformément à l'article L.2195-6 du Code de la commande publique, le marché public pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur.

A cet égard, le titulaire adressera au Pouvoir adjudicateur le détail des mesures proposées avec leur coût détaillé. Une rencontre sera alors organisée afin de déterminer les mesures qui peuvent être retenue en vue d'une modification des clauses contractuelles et leur impact financier. Un avenant sera alors rédigé et contractualisé.

Enfin, le présent marché peut être modifié en cas de changement d'indice INSEE et dans les cas listés aux articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique.

5) CONSTATATION DE L'EXECUTION ET GARANTIE

a. Opération de vérification

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en oeuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Il est fait application de l'article 28 du CCAG PI.

b. Réception

Il est fait application de l'article 29 du CCAG PI. A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend, dans le délai prévu de deux semaines, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Si le pouvoir adjudicateur du marché ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné ci-dessus, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai.

Dans le cas d'un marché comportant des prestations distinctes à exécuter, chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations si celles-ci répondent aux besoins et à la demande du pouvoir adjudicateur. L'admission prend effet à la date de notification de la décision de réception au titulaire.

c. Ajournement

Le Pouvoir Adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée.

Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, dans les délais prescrits par le pouvoir adjudicateur.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter dans un délai de quinze jours courant à partir de la notification du refus du titulaire ou à partir de l'expiration du délai prescrit par le pouvoir adjudicateur.

Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

d. Réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce l'admission avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les délais prescrits par le pouvoir adjudicateur suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir admise. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

f. Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux besoins et à sa demande et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai prescrit par le pouvoir adjudicateur à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les éventuelles fournitures livrées au titre des prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

g. Garantie technique

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

6) CHANGEMENT D'INTERVENANT A L'INITIATIVE DU TITULAIRE

Le Titulaire désignera un référent. Le Titulaire pourra également désigner dans son offre les remplaçants chargés d'effectuer les prestations seulement en cas d'indisponibilité du référent.

La bonne exécution de la prestation dépend ainsi de l'équipe affectée par le titulaire à l'exécution du marché. Pendant toute la durée d'exécution, le titulaire s'engage à maintenir l'expérience, la compétence du personnel affecté au projet et en cas de changement de personnel, à assurer le transfert de compétence afin de garantir la continuité et la qualité équivalente de la prestation.

En cas de départ d'un des membres de l'équipe, le Titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise et devra communiquer, dans un délai de 15 jours ouvrés après avoir averti le pouvoir adjudicateur, le nom du remplaçant, ses coordonnées et son curriculum vitae où sont indiquées son expérience et ses qualifications professionnelles au référent Cnous.

Cette dernière donnera son agrément au titulaire dans un délai de six jours ouvrés à compter de la réception des informations demandées à l'alinéa précédent. A défaut de réponse dans ce délai, la proposition de remplacement est réputée acceptée.

Dans l'hypothèse où le Cnous ne souhaiterait pas retenir le profil proposé, le titulaire devra proposer un nouveau profil dans un délai de trois jours ouvrés.

7) UTILISATION DES RESULTATS

1. Propriété intellectuelle

Les documents qui sont remis au Titulaire sont la propriété du Cnous ou acquis par lui de tiers, dans les conditions conformes au Code de la propriété intellectuelle.

2. Utilisation des résultats

Les parties sont convenues que le pouvoir adjudicateur aura la propriété pleine et entière des résultats des prestations, et que le Cnous en disposera librement. On entend par résultat, en application de l'article 32 du CCAG-PI, tous éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations définies au présent CCP.

Cette cession des droits patrimoniaux sur les prestations réalisées pour le compte du Cnous dans le cadre du présent marché emporte les droits de reproduction, droit de représentation, droit d'adaptation, droit de distribution, droit d'utilisation, droit de diffusion, droit d'édition et le droit de traduction sur tout support matériel ou numérique actuel ou futur, ainsi qu'un droit de représentation par tout procédé actuel ou futur de communication au public et un droit de reprographie.

Le titulaire cède au pouvoir adjudicateur, à titre exclusif, sans limitation de durée et pour le monde entier, l'intégralité des droits ou titres de propriété intellectuelle qu'il peut détenir sur les résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement pour l'objet du marché.

Conformément à la décomposition du prix global et forfaitaire, le prix de la cession des droits afférents aux résultats est compris dans le montant des prestations du titulaire.

3. Garanties de la cession de droits

Le Titulaire garantit expressément :

- qu'il dispose de l'intégralité des droits qu'il cède dans le cadre du présent marché,
- que les droits attachés à l'œuvre n'ont fait l'objet d'aucun contrat de cession exclusive ou partielle au bénéfice d'un tiers,
- que les droits attachés à l'œuvre n'entrent pas dans le cadre d'un droit de préférence que le Titulaire aurait accordé antérieurement à un tiers.

Le Titulaire garantit le Cnous contre toutes réclamations, revendications, recours ou actions exercés à son encontre par tout tiers susceptible de revendiquer un droit quelconque sur les droits cédés en application du présent marché, qu'il s'agisse de personnes ayant ou non collaboré ou participé à la réalisation de l'objet du marché.

Le Titulaire informe sans délai le Cnous de toute réclamation et de toute procédure contentieuse engagée à son encontre relative aux droits cédés.

Si la jouissance paisible des droits cédés en vertu du présent marché était contestée par un tiers et que cette contestation rendait l'œuvre inutilisable, même partiellement, par le Cnous, le Titulaire s'engage, à première demande de cette dernière :

- à rembourser les sommes qui lui ont été versées au titre du présent marché ;
- à indemniser le Cnous des frais éventuels de défense qu'elle aura engagés ;
- à indemniser le Cnous des conséquences dommageables de la contestation et de l'impossibilité, même partielle, d'utiliser l'œuvre.

Tous les contrats relatifs à la cession des droits intellectuels portant sur des œuvres totalement ou partiellement utilisées pour les prestations objet du présent marché, conclu entre le titulaire et des tiers sont communiqués au Cnous par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnés de la description précise de la maquette de l'œuvre correspondante.

Les contrats éventuellement conclus antérieurement à la signature du présent marché sont être communiqués au Cnous dans les 15 jours de la notification du marché au titulaire et impérativement une semaine avant toute utilisation des œuvres concernées, sans que cette communication vaille décharge même partielle de la responsabilité du titulaire du marché.

Les contrats qui sont conclus pour les besoins du présent marché sont communiqués au Cnous dès leur signature et au plus tard 1 semaine avant toute utilisation des œuvres concernées, sans que cette communication vaille décharge même partielle de la responsabilité du titulaire du marché.

8) REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Le Titulaire doit respecter les obligations de la CNIL quant à l'usage des données personnelles de la prestation du marché. Il s'engage à respecter les dispositions de la loi informatique et libertés et le règlement RGPD (règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016) en les appliquant à l'exécution du présent marché. Le Cnous reste propriétaire des données, le Titulaire ne pourra pas en faire un usage autre que l'utilisation inscrite et strictement inscrite dans le but d'exécuter les prestations découlant de l'objet du marché. Si le Pouvoir adjudicateur demande la destruction des données, le Titulaire fournira un certificat de destruction des données personnelles obtenues dans le cadre du présent marché. (<https://www.cnil.fr/>)

Selon les modalités d'organisation, le pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'accorderont sur des clauses qui auront pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement (le Cnous) les opérations de traitement de données à caractère personnel.

9) PRIX

9.1 Nature et contenu des prix

Le marché est conclu à **prix forfaitaire**

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées selon le prix forfaitaire indiqué dans l'annexe financière à l'Acte d'engagement, onglet « DPGF »

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG-PI, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, et les marges bénéficiaires.

9.2 Variation des prix

Les prix du marché sont fermes et non actualisables.

10) VERSEMENT DE L'AVANCE AU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur accorde une avance au Titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance correspond à 5% du montant TTC du marché ou du bon de commande. Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le taux s'élève à 10%.

11) MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION

11.1 Modalités de paiement

Lorsque le Titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement après contrôle de la facture et émission du service fait.

Depuis le 1er janvier 2020 le dépôt de la facture est obligatoire pour l'ensemble des entreprises françaises travaillant avec l'état. Aussi toute facture qui n'aura pas fait l'objet d'un dépôt sur le portail Chorus Pro sera réputée non reçue par l'administration et ne pourra donner lieu à une demande d'intérêts moratoires pour défaut de paiement dans le cadre du DGP.

Les factures doivent être envoyées à l'adresse suivante : sur le portail ChorusPro sous forme dématérialisée (PDF ou saisie directe sur Chorus) : <https://Chorus-pro.gouv.fr> .

Conformément à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, la facture électronique doit comporter outre les mentions légales les éléments suivants :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ainsi que le numéro de marché ou de contrat ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération

- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires
- 12° Les livrables attendus le cas échéant ;
- 13° La référence au devis / au BPU / à la DPGF le cas échéant ;
- 14° La révision appliquée le cas échéant.

Renseignements concernant le système Chorus : Siret du Pouvoir adjudicateur : 18004401800026

Les services émetteurs de commandes peuvent indiquer leurs codes de facturation Chorus sur leurs bons de commandes.

11.2 Périodicité des paiements

Le paiement intervient à la fin de chaque mission.

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations, plus particulièrement, le paiement intervient à la réception des livrables signés entre le pouvoir adjudicateur et le Titulaire.

En ce qui concerne les réunions, le paiement se fera sur le réel exécuté entre distanciel ou présentiel.

11.3 Régime et délais de paiements

Le paiement s'effectue dans les conditions prévues à l'article R.2192-12 à R.2192-24 du Code de la Commande Publique.

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R 2191-26 du Code de la commande publique.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R 2192-10 du Code de la commande publique.

11.4 Intérêts moratoires

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

12) PENALITES

Ces pénalités sont, par principe, appliquées par précompte sur les acomptes dus au Titulaire. En cas d'impossibilité d'application desdites pénalités lors du mandatement, les pénalités font l'objet d'un titre de recette adressé au Titulaire.

Toutes les infractions sont constatées par le Pouvoir adjudicateur ou tout contrôleur désigné par celui-ci, qui tient lieu d'unique formalisme pour appliquer les pénalités correspondantes.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

12.1 Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, le Réseau des œuvres, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte au Réseau des œuvres la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € TTC par jour ouvré de retard.

12.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, en cas de non-respect par le Titulaire *des délais arrêtés par écrit par le Pouvoir Adjudicateur (attestés par un mail ou un compte-rendu de réunion validé) pour la transmission de chaque livrable*, celui-ci se réserve le droit de faire encourir au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité de **3 %** du montant HT du prix de la prestation, objet du retard, par jour ouvré de retard. Le plafond des pénalités est fixé à 24% du montant total de la mission concernée.

En cas de retard dans les *délais de transmission d'un compte-rendu de réunion* fixé à l'article 5.3 du présent CCP le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire encourir au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 50 € TTC par jour ouvré de retard, par compte-rendu rendu en retard.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'Administration.

Passé un délai de deux mois de retard, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI, sauf si les retards sont imputables au pouvoir adjudicateur.

12.3 Autres pénalités

En cas d'absence à une réunion planifiée ou d'un retard non justifié de plus de 30 minutes, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire encourir au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 150 € TTC par réunion.

En cas d'absence de rapport remis à l'issu du marché sur les mesures effectivement prises en matière d'insertion professionnelle, le Titulaire encourra une pénalité de 200 € sans mise en demeure préalable.

En cas d'absence de concrétisation des engagements pris par le Titulaire à l'appui de son offre en matière d'aide à l'insertion professionnelle, le Titulaire encourra une pénalité forfaitaire de 100 € par mesures non respectée et ce, sans mise en demeure préalable.

13) NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCES

Le Titulaire doit notifier à l'établissement de crédit ou à la société d'affacturage bénéficiaire de la cession, de l'affacturage ou du nantissement de créance, l'adresse comptable chargé du paiement.

14) RESILIATION

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou insatisfaisante des prestations par le Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur peut décider de mettre fin au présent marché sans indemnités.

Cette décision de résiliation ne peut intervenir qu'après mise en demeure restée infructueuse adressée au Titulaire l'informant de la sanction envisagée et l'invitant à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Dans tous les autres cas, la résiliation du marché peut être prononcée à tout moment par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues aux articles 36 à 42 inclus du CCAG-PI.

Par ailleurs, conformément à l'article 83 de la loi n°2013-1203 du 23 décembre 2013, en cas de travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur, informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code de travail, doit lui enjoindre aussitôt de faire cesser sans délai cette situation. Le Titulaire ainsi mis en demeure apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux (2) mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. À défaut, le marché peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

15) LITIGES

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 43 du CCAG-PI. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Avant de saisir le juge d'un litige, les parties s'engagent à privilégier les modalités alternatives de gestion des différends.

L'Organe chargé de la Médiation est le :

Comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics
1C Bâtiment Condorcet
6 rue Louise Weiss
75703 PARIS Cedex 13
Tel : 01 44 97 30 59

Adresse internet : <https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-differends>

16) DEROGATIONS AU CCAG-PI

Les articles du présent CCP qui dérogent aux articles CCAG-PI sont les suivants :

Articles du CCP	Articles du CCAG-PI
5	4.2.1
12	14.1.3
12.2	14